

FORUM SUR LA POLITIQUE RÉGIONALE « **CRISE MONDIALE, RÉPONSES RÉGIONALES** »

30 mars 2009, Salle CC01, Centre de conférences de l'OCDE, Paris

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Précédant la réunion ministérielle, le Forum sur la politique régionale « Crise mondiale, réponses régionales » donnera la parole à des acteurs essentiels dans le domaine de la politique régionale, tels que les autorités locales, les entreprises et le secteur financier, le monde de l'enseignement et de la recherche ainsi que les ONG. Le Forum est organisé en quatre tables rondes, qui traitent de différentes dimensions de la politique régionale.

Modérateur : Axel Threlfall, Reuters

Lundi 30 mars 2009	
8:00-9:00	Inscription des participants
9:00-9:15	Allocution de bienvenue de Mme Mari Kiviniemi, Ministre de l'Administration publique et des collectivités locales, Finlande
9:15-10:45	<p style="text-align: center;">TABLE RONDE 1</p> <p style="text-align: center;"><u>« Mettre les villes au vert » : une option pour la relance ?</u></p> <p>Les villes sont à l'origine des deux tiers environ du total des émissions de gaz carbonique et de la consommation d'énergie dans le monde, avec un élan croissant pour « virer au vert ». Les investissements en matière de technologie d'énergie renouvelable et d'infrastructures urbaines « vertes » pourraient contribuer à atteindre les objectifs environnementaux tout en renforçant la compétitivité et en créant de nouveaux emplois à haut salaire. Toutefois, la crise économique a affecté les budgets d'investissement public et la capacité des autorités urbaines à agir. Dans de nombreuses régions urbaines, des travaux nécessaires d'extension des infrastructures ont été reportés et d'autres ont été purement et simplement abandonnés. Face à cette situation, les autorités doivent faire preuve de créativité pour redresser la situation. Mais de quelle manière ?</p> <p><u>Questions pour la discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• De quelle manière la crise touche-t-elle les régions urbaines ? Les villes sont-elles capables de faire face aux pressions accrues en matière de services sociaux ?• Quel rôle jouent les villes pour atteindre les objectifs environnementaux mondiaux ?• Quel est le potentiel de « l'économie verte » ? Quel serait son impact sur la croissance de l'emploi et de la productivité ?• Dans quelle mesure la poursuite d'objectifs environnementaux peut-elle aider les villes à atteindre d'autres objectifs (sociaux et/ou économiques) ?

	<ul style="list-style-type: none"> • Comment profiter au mieux de l'effet de levier de l'investissement public ? Comment promouvoir les partenariats public-privé à l'appui du développement urbain durable ? <p><u>Point de vue des villes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Wolfgang Schuster, Maire de Stuttgart, Allemagne • Jerónimo Saavedra Acevedo, Maire de Las Palmas, Espagne • Hannu Penttilä, Maire adjoint de Helsinki, Finlande <p><u>Perspectives nationales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pal-Moon Kang, Adjoint au ministre pour la politique territoriale, Ministère du Territoire, des transports et des affaires maritimes, Corée • Toru Kurahashi, Conseiller en recherche au Ministère du Territoire, des infrastructures et des transports, Japon <p><u>Contribution des autres acteurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Simon Brooks, Vice-président, Banque européenne d'investissement • Augustin de Romanet, Président, Caisse des Dépôts et Consignations, France <p><i>Conclusions: Adam Ostry (Canada), Président du Groupe de travail de l'OCDE sur les régions urbaines</i></p>
10:45-11:15	Pause café
11:15-12:45	<p style="text-align: center;">TABLE RONDE 2</p> <p style="text-align: center;"><u>Préparer un nouveau futur : bâtir une économie rurale diversifiée et durable</u></p> <p>La récession actuelle renforce l'importance de continuer à moderniser les économies rurales. Une base économique plus diversifiée permettrait d'accroître la résilience des régions rurales en temps de crise, tandis que l'intérêt mondial actuel pour les réponses à apporter face aux défis environnementaux offre une opportunité formidable de créer des emplois ruraux. Les autorités doivent pousser leur réflexion au-delà de la simple offre d'un soutien à court terme, en préparant les régions rurales à une voie de redressement économique durable. Il convient d'accélérer l'évolution structurelle à long terme en soutenant un ensemble de nouvelles entreprises, surtout liées à l'environnement, afin de remplacer les entreprises qui auront été détruites au cours de la récession. En période de contrainte budgétaire, les gouvernements doivent innover, mieux exploiter l'effet de levier de l'investissement public, collaborer de manière plus efficace avec le secteur privé et agir afin d'éliminer les obstacles à la croissance d'une économie rurale diversifiée.</p> <p><u>Questions pour la discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure la crise a-t-elle touché les économies rurales ? Les filets de sécurité existants sont-ils capables de faire face à ces enjeux ou doivent-ils s'adapter ? Dans quelle mesure les retours d'anciens émigrants sont-ils réabsorbés dans l'économie rurale ? Qu'en est-il des envois de fonds et comment les ménages s'adaptent-ils ? • Existe-t-il un volet rural spécifique dans les plans de soutien actuels ? Les mesures ont-elles été prises dans une optique d'impact structurel à long terme ? • De quelle manière l'investissement public peut-il faciliter l'émergence d'une nouvelle économie rurale ? Comment peut-on promouvoir des partenariats

	<p>efficaces avec le secteur privé ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les principales opportunités de créer des emplois liés à l'environnement ? • Quels sont les principaux obstacles à l'émergence d'une économie rurale durable et diversifiée ? Que faudrait-il faire afin de les éliminer ? <p><u>Conditions rurales actuelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • John Bryden, Professeur invité, Norvège rurale • Andrew Copus, Chercheur supérieur, NordRegio, Suède • Christina Pfeiffer, Chef de division adjoint, Division du développement rural, Ministère de l'Agriculture, de l'environnement et des régions rurales, Land du Schleswig-Holstein, Allemagne • Flaminio da Deppo, Président de la communauté montagnarde du Centro Cadore (Dolomites) et Président du Groupe d'action locale Alto Bellunese, Italie <p><u>Politiques de développement rural</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Wade AuCoin, Agence de promotion du Canada Atlantique (APECA), Canada • Martin Glynn, Directeur, Initiatives pour le Développement Rural, Royaume-Uni • Chuck Fluharty, Vice-Président des programmes de politiques, Institut de recherche de la politique rurale (RUPRI), Etats-Unis <p><i>Conclusions: Richard Wakeford (Royaume-Uni), Président du Groupe de travail de l'OCDE sur les régions rurales</i></p>
12:45-14:15	<p>Pause déjeuner (<i>libre</i>)</p>
14:15-15:45	<p style="text-align: center;">TABLE RONDE 3</p> <p style="text-align: center;"><u>Les stratégies axées sur l'investissement : quel est le rôle des autorités centrales et locales ?</u></p> <p>L'investissement public sera vraisemblablement amené à jouer un rôle important pour faire face aux conséquences de la crise économique actuelle. Si les collectivités locales assuraient jusqu'ici 70 % de l'investissement public dans les pays de l'OCDE, elles sont désormais soumises à des pressions fiscales croissantes. Les recettes fiscales chutent, les dépenses de protection sociale augmentent et les coûts de financement s'alourdissent. Dans ces conditions, l'investissement public risque d'être réduit, ce qui risque d'affecter les perspectives de croissance à long terme. L'action contre ces défis requiert une coopération entre niveaux de gouvernement afin d'assurer l'élaboration et la mise en place de stratégies efficaces axées sur l'investissement face à la crise.</p> <p><u>Questions pour la discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel a été l'impact de la crise sur les finances locales ? • De quelle manière les Etats peuvent-ils éviter que les collectivités locales ne réduisent l'investissement public de manière pro-cyclique ? Les Etats doivent-ils fournir des garanties afin de faciliter l'accès des collectivités locales au crédit ? Comment prévenir les risques d'aléa moral ? • Comment les plans nationaux ont-ils été articulés au niveau régional ? Quel a été le rôle des collectivités locales dans l'élaboration des plans de stimulation et la décision des priorités de l'investissement public ? • En quoi les stratégies régionales existantes peuvent-elles être utilisées de manière efficace pour cibler et accélérer l'investissement public ?

	<p><u>Quel est l'impact au niveau local et régional?</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dominique Hoorens, Directeur des études, Dexia • Brock Carlton, Président de la Fédération canadienne des municipalités, Canada • Xavier Gizard, Secrétaire général du CRPM, Secrétaire général du FOGAR <p><u>Réponses stratégiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Katarina Mathernova, Directrice générale adjointe de DG Regio, Commission européenne • Julio Cesar Carmo Bueno, Secrétaire d'Etat au développement économique, Etat de Rio de Janeiro, Brésil • David Morrison, Secrétaire exécutif, Fonds d'équipement des Nations Unies • Mario Calderini, Président de Finpiemonte, Italie • Masami Amano, Président de Mitsubishi Estate UK <p><i>Conclusions: Hanna Jahns, Secrétaire d'Etat au développement régional, Pologne</i></p>
15:45-16:15	<p>Pause café</p>
16:15-17:45	<p style="text-align: center;">TABLE RONDE 4</p> <p style="text-align: center;"><u>Développer le savoir pour une meilleure politique régionale</u></p> <p>L'investissement en matière de services publics et d'infrastructures doit être bien ciblé et s'appuyer sur les avantages comparatifs des régions afin d'avoir un impact maximal sur la croissance de la productivité à long terme. Pour cela, il faut des informations précises et pertinentes. Mieux nous pourrions recueillir, évaluer et échanger ces informations, meilleure sera notre capacité analytique à éclairer l'action des pouvoirs publics.</p> <p><u>Questions pour la discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment la politique régionale peut-elle faire le meilleur usage de l'information statistique pour cibler les investissements et définir des points de repère fiables ? • Comment une offre de données à l'échelle régionale peut-elle contribuer à rendre les régions plus attractives pour les plans de relance et les opportunités d'investissement ? Et à suivre la mise en œuvre des investissements publics et à évaluer leur effet ? • Comment peut-on concilier une analyse solide pour éclairer les choix des pouvoirs publics avec le besoin d'une action rapide dans le contexte de la crise actuelle ? • Quel est le rôle de l'information statistique pour sensibiliser les citoyens aux politiques publiques et affermir leur appui ? • Comment peut-on collecter de l'information et la transformer en un savoir partagé ? Quels sont les principaux obstacles pour transférer les résultats sous forme d'instruments opérationnels pour les décisions politiques ? • Comment prendre en compte au mieux les préférences des citoyens et le savoir local dans l'action publique ? Quel genre de mesures faudrait-il ? <p><u>Quel type d'information et pour quel objectif?</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Rui Nuno Baleiras, Secrétaire d'Etat au développement régional, Portugal • Charles Wessner, Directeur, Programme sur la technologie, l'innovation et

	<p>l'entrepreneuriat, Académie nationale des sciences, Etats-Unis</p> <p><u>Que nous apprend cette information?</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Lucy De Groot, Directrice exécutive, Agence pour l'amélioration et le développement, Royaume-Uni • Enrico Giovannini, Chef statisticien, OCDE • Nadine Massard, Présidente de EuroLIO-Observatoire de l'innovation localisée et Centre de recherches économiques de l'Université de Saint-Etienne, France <p><i>Conclusions: Dev Virdee (Royaume-Uni), Président du Groupe de travail de l'OCDE sur les indicateurs territoriaux</i></p>
17:45-18:00	<p>Observations finales de M. Mark Drabenstott, Président du Comité des politiques de développement territorial</p>